

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

État du marché du travail au Québec

Bilan de l'année 2011



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1^{er} trimestre 2012
ISBN 978-2-550-64447-7 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-64448-4 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2008

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Mars 2012

Avant-propos

L'*État du marché du travail au Québec* est une publication annuelle de l'Institut de la statistique du Québec. Le présent document fait le point sur la situation du marché du travail au Québec pour l'année qui vient de prendre fin, soit 2011. Cette situation est mise en perspective avec les tendances observées au cours des 35 dernières années.

L'objectif de cette publication est de répondre aux besoins des personnes qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux ainsi que ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec. Un portrait synthèse sera aussi disponible dans la publication *Les chiffres clés de l'emploi au Québec*, réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui sera diffusée ultérieurement; ce document présentera par ailleurs de l'information plus détaillée sur certains aspects du marché du travail (professions, secteurs d'activité, prestataires de l'aide sociale, etc.) ainsi que des données couvrant une période de 20 ans.

Le présent bilan fait ressortir les constats suivants : une croissance de l'emploi pour une deuxième année consécutive à la suite de la récession de 2009 permettant d'abaisser le taux de chômage du Québec à 7,8 %, des gains d'emplois notables dans les services d'enseignement et dans le transport et l'entreposage et, finalement, des pertes importantes dans les industries de la fabrication et de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location.

L'Institut de la statistique du Québec tient à remercier tous ceux qui ont contribué aux diverses étapes de cette publication, notamment les membres de son personnel, les personnes-ressources de Statistique Canada ainsi que les répondants de l'*Enquête sur la population active*. L'Institut remercie également le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, plus particulièrement Emploi-Québec, pour sa collaboration et ses précieux commentaires.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec.*

REMERCIEMENTS

Cette brochure a été réalisée par : Julie Rabemananjara

Direction des statistiques
du travail et de la rémunération : Patrice Gauthier, directeur par intérim

Avec la collaboration de : Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Vladimir Racila,
Nicole Descroisselles et Marie-Eve Cantin

L'Institut tient également à remercier Guylaine Baril d'Emploi-Québec pour les précieux commentaires.

Pour tout renseignement
concernant le contenu de
cette brochure, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail
et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384

Télécopieur : 514 876-1767

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Avertissements

À moins d'une mention particulière, les mots *employé*, *chômeur*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Signe conventionnels

Ce rapport utilise les symboles suivants :

... N'ayant pas lieu de figurer

Table des matières

Les principaux indicateurs	8
La création d'emplois en 2011	8
La création d'emplois selon les secteurs	10
La création d'emplois selon les industries	12
La création d'emplois selon diverses caractéristiques	17
La population active et le taux de chômage	22
Le taux d'activité et le taux d'emploi	25
Les immigrants sur le marché du travail	27
 La rémunération et les heures de travail	 31
 La situation dans les régions administratives	 33
La création d'emplois	33
Le taux de chômage et le taux d'emploi	34
 La situation au Canada	 38
Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada	38
La situation dans les autres provinces	41
 Les perspectives pour 2012	 45
 Une approche différente	 46
 Organigramme de la population active au Québec en 2011	 48

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux

Tableau 1
Emploi par industrie au Québec, 2011 16

Tableau 2
Emploi selon le sexe, le groupe d'âge
et le régime de travail, Québec, 2011 21

Tableau 3
Emploi, taux d'emploi, taux
d'activité et taux de chômage
chez les immigrants, 2006 et 2011 29

Tableau 4
Emploi et taux de chômage au
Canada et dans les provinces, 2011 40

Portrait du marché du travail
au Québec en 2011, variation
décembre à décembre, données
désaisonnalisées 47

Liste des figures

Figure 1
L'emploi diminue après 8 trimestres
consécutifs de hausses 9

Figure 2
L'emploi continue de progresser
dans le secteur des services et stagne
dans le secteur des biens 11

Figure 3
Depuis 2010, les soins de santé
et l'assistance sociale devancent
la fabrication en termes d'emplois 14

Figure 4
L'emploi fléchit tant dans la fabrication
des biens durables que dans celle
des biens non durables 17

Figure 5
La population active continue
de progresser en 2011 24

Figure 6
Le taux de chômage féminin
se maintient depuis 2009 24

Figure 7
Les taux d'activité et d'emploi
des hommes fléchissent alors que
ceux des femmes croissent depuis
1976 26

Figure 8
Les 25-54 ans se démarquent avec
une croissance notable des taux
d'activité et d'emploi au cours
des 35 dernières années 26

Figure 9
Le taux de chômage chez
les immigrants décroît avec
la durée de résidence 30

Figure 10
La croissance annuelle du salaire
horaire est souvent plus élevée chez
les femmes depuis 1997 32

Figure 11
L'emploi chute à Montréal, alors que
la plupart des régions connaissent
des gains 34

Figure 12
La région de la Mauricie ainsi que
celle de la Côte-Nord et Nord-du-
Québec ont un taux de chômage
identique à la moyenne québécoise 35

Figure 13
La région de Chaudière-Appalaches
affiche le taux d'emploi le plus élevé
au Québec en 2011 36

Figure 14
Le taux de croissance de l'emploi
du Québec se situe en deçà de
la moyenne canadienne 38

L'État du marché du travail au Québec

Bilan de l'année 2011

L'État du marché du travail au Québec est une brochure annuelle de l'Institut de la statistique du Québec qui a vu le jour en 2007. Son objectif est de présenter un bilan de la situation du marché du travail au Québec pour l'année qui vient de se terminer, en l'occurrence 2011, et de son évolution par rapport à 2010. Ce bilan est également mis en perspective avec les tendances observées au cours des 35 dernières années.

Ce document comporte plusieurs sections. Les principaux indicateurs tels que l'emploi, la population active et le chômage ainsi que les taux de chômage, d'activité et d'emploi seront d'abord présentés. La création d'emplois fera aussi l'objet d'une analyse en fonction de diverses caractéristiques : Quels secteurs ont généré des emplois et lesquels ont subi des pertes? Les nouveaux emplois sont-ils à temps plein ou à temps partiel? La création nette d'emplois profite-t-elle aux hommes, aux femmes, aux 15-24 ans, aux 25-54 ans ou aux 55 ans et plus? Par la suite, l'évolution des conditions de travail que sont la rémunération horaire et les heures hebdomadaires habituelles de travail sera abordée de façon succincte. Puis, sera fourni un bref portrait du marché du travail selon les régions administratives. Enfin, la situation du marché du travail au Québec sera comparée avec celle qui existe au Canada, tandis qu'un survol de la situation dans les autres provinces sera fait.

Les données présentées dans ce document proviennent essentiellement de *L'Enquête sur la population active* (EPA)¹ de Statistique Canada. Cela ne constitue par une approbation de ce produit par Statistique Canada. Dans cette analyse, les données annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont des moyennes des 12 mois de l'année et les variations annuelles établissent la comparaison avec les moyennes des 12 mois de l'année précédente. Des résultats selon une approche différente sont montrés dans un encart à la fin de cette brochure; ils portent sur la variation des données désaisonnalisées du mois de décembre 2011 par rapport à celles du mois de décembre de l'année précédente, soit 2010 dans le cas présent.

1. *L'Enquête sur la population active* est une enquête mensuelle réalisée auprès des ménages.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS

La création d'emplois en 2011

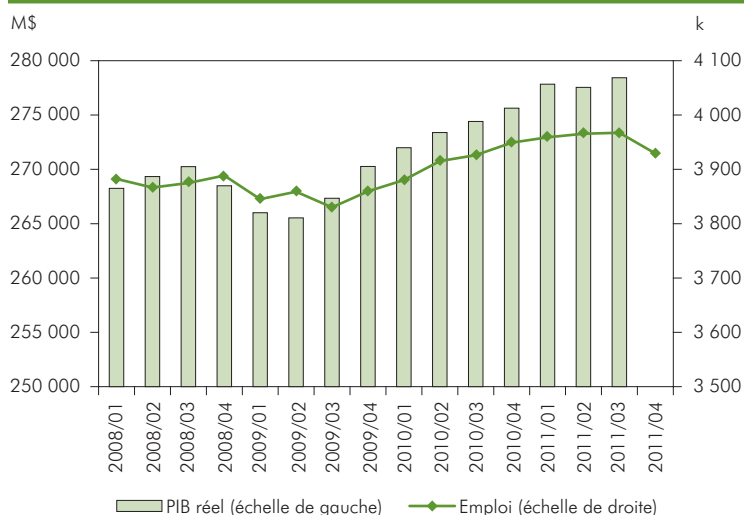
L'emploi continue d'augmenter en 2011, mais à un rythme plus faible qu'en 2010

L'emploi croît au Québec en 2011 pour une deuxième année consécutive après la récession de 2009. Toutefois, la progression (+ 38 500; + 1,0%) est moins importante que celle notée en 2010 (+ 66 700; + 1,7%). Il faut remonter jusqu'en 2005 (+ 28 100; + 0,8%) pour observer une hausse moins forte. L'emploi atteint donc un nouveau sommet avec une moyenne de 3 953 600.

Comme le montre la figure 1, le PIB et l'emploi évoluent de concert. Pour les trois premiers trimestres de 2011, le PIB augmente de 1,7% par rapport à la même période en 2010 tandis que l'emploi connaît une hausse de 1,5%. La croissance du PIB s'observe au premier (+ 0,8%) et au troisième trimestre (+ 0,3%); une baisse de 0,1% est notée au deuxième trimestre. Au premier trimestre, la croissance est essentiellement soutenue par l'augmentation des stocks, alors que l'évolution du commerce extérieur vient mettre un frein à la progression du PIB. Au troisième trimestre, c'est plutôt l'amélioration du solde du commerce extérieur qui vient raviver la croissance globale étant donné que la croissance de la demande intérieure finale est annulée par une variation des stocks. Le recul du PIB au deuxième trimestre provient du fait que l'accroissement des stocks n'a pas permis de compenser la détérioration du solde du commerce extérieur.

Après huit trimestres consécutifs de hausses, l'emploi affiche un recul au quatrième trimestre de 2011 (- 38 100; - 1,0%). En fait, depuis le début de 2011, le nombre d'emplois créés tend à diminuer: il atteint 9 900 (+ 0,3%) au premier trimestre, s'élève à 6 600 (+ 0,2%) au deuxième et se fixe à 1 700 (+ 0,0%) au troisième. Ainsi, le bilan de l'emploi montre une croissance qui se concentre sur les trois premiers trimestres de 2011 et dont le rythme tend à s'essouffler dès le deuxième trimestre. L'emploi continue d'augmenter en 2011, mais à un rythme plus faible qu'en 2010

Figure 1
L'emploi diminue après 8 trimestres consécutifs de hausses¹



1. Moyennes calculées à partir des données mensuelles désaisonnalisées.

Sources : Institut de la statistique du Québec (PIB réel).

Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011 (emploi).

La création d'emplois selon les secteurs

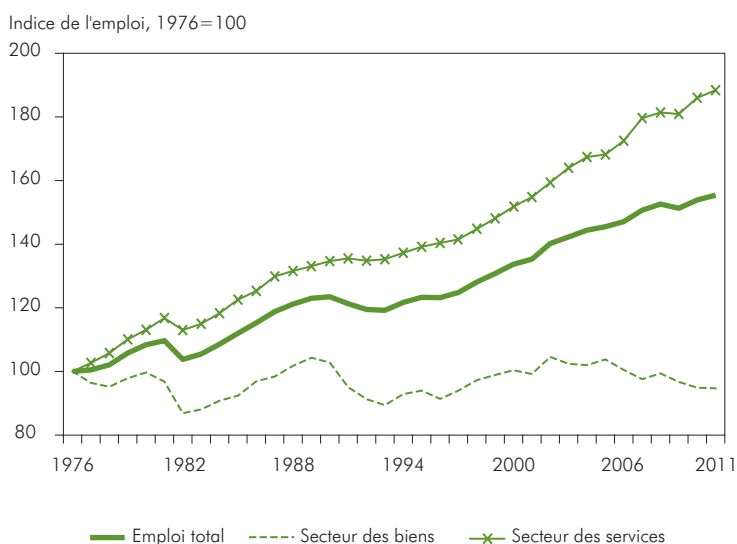
La croissance de l'emploi au Québec en 2011 provient uniquement du secteur des services

Le secteur des services continue de progresser. D'ailleurs, la croissance de l'emploi au Québec en 2011 provient uniquement de ce secteur (+ 39 600; + 1,3%). Toutefois, cette hausse représente moins de la moitié de l'emploi créé en 2010 dans ce secteur (+ 83 500; + 2,8%). Les nouveaux emplois sont tous à temps plein (+ 43 400) et s'observent chez les travailleurs de 55 ans et plus (+ 21 000) et chez ceux de 25-54 ans (+ 15 700). Ils profitent plus aux hommes (+ 32 000; + 2,3%) qu'aux femmes (+ 7 600; + 0,5%).

En ce qui concerne le secteur des biens, l'emploi affiche une certaine stabilité (−1 100; −0,1 %) en 2011 après avoir connu une tendance à la baisse depuis 2003. Cette stabilité résulte de l'effet combiné du repli de l'emploi à temps plein (−4 500) et d'une hausse de celui à temps partiel (+ 3 300). Les hommes perdent des emplois (−9 200; −1,4 %) alors que les femmes en gagnent (+ 8 000; + 4,1 %). Les travailleurs de 55 ans et plus (+ 7 000) font des gains, tandis que ceux de 15-24 ans (−5 500) et de 25-54 ans (−2 600) subissent des pertes. Après avoir atteint un sommet de 935 800 emplois en 2002, le secteur des biens perd près de 10 % de ses emplois (−88 600) en raison du recul dans l'industrie de la fabrication. D'ailleurs, la part de cette dernière dans le secteur des biens est passée de 69,4 % en 2002 à 57,5 % en 2011. N'eut été de la vigueur de l'emploi dans la construction qui a donné lieu à 82 600 nouveaux emplois depuis 2002, le recul du secteur des biens aurait été plus important. Le poids de l'industrie de la construction dans le secteur des biens a fortement augmenté durant cette période, passant de 16,6 % à 28,0%.

Les trois dernières décennies ont été marquées par la tertiarisation de l'économie. De 1976 à 2011, le poids du secteur des services dans l'emploi total est passé de 64,8 % à 78,6 %. En fait, durant cette période, la croissance de l'emploi au Québec (+ 55,4 %) provient uniquement du secteur des services (+ 88,4 %), le secteur des biens (- 5,3 %) ayant subi un recul. Dans le secteur des services, les femmes (+ 138,8 %), les 55 ans et plus (+ 199,8 %), les 25-54 ans (+ 103,2 %) ainsi que l'emploi à temps partiel (+ 251,6 %) affichent les plus fortes hausses. Dans le secteur des biens, le repli se manifeste chez les hommes (- 8,0 %), les 15-24 ans (- 64,2 %) ainsi que dans l'emploi à temps plein (- 8,3 %). En effet, les hausses observées chez les femmes (+ 4,6 %), chez les 25-54 ans (+ 7,5 %) et les 55 ans et plus (+ 53,2 %) ainsi que dans l'emploi à temps partiel (+ 90,9 %) n'ont pas permis de compenser les pertes d'emplois.

Figure 2
**L'emploi continue de progresser dans le secteur des services
et stagne dans le secteur des biens**



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

La création d'emplois selon les industries

L'enseignement ainsi que le transport et l'entreposage présentent les plus fortes croissances

La croissance de l'emploi en 2011 ne s'est pas répartie uniformément entre les industries; si certaines d'entre elles progressent, d'autres montrent un recul ou varient peu. Ainsi, parmi les 15 industries analysées, 9 enregistrent une progression, 4 subissent des pertes alors que 2 présentent une faible variation. Dans les 5 industries suivantes, l'emploi a atteint un sommet de 35 ans (le début des séries chronologiques en 1976): les soins de santé et l'assistance sociale (511 700), les services professionnels, scientifiques et techniques (304 100), l'enseignement (275 000), l'hébergement et les services de restauration (252 400) ainsi que la construction (237 500).

Avec un ajout de 17 200 emplois, l'enseignement génère près de 45 % des emplois créés au Québec en 2011 alors qu'il représente seulement 7 % de l'emploi total. La croissance dans cette industrie est attribuable uniquement aux autres services d'enseignement (+ 25 200); en effet, l'emploi diminue dans les écoles primaires et secondaires (- 8 100). Les nouveaux emplois sont surtout à temps plein (+ 14 500) et profitent aux hommes (+ 14 400) et aux travailleurs de 25-54 ans (+ 14 100).

L'industrie du transport et de l'entreposage (+ 12 700) affiche également un gain d'emplois important. Elle a engendré le tiers des emplois créés en 2011 alors qu'elle constitue 4,5 % de l'emploi au Québec. Depuis 2000, l'emploi dans cette industrie évolue en dents de scie; d'ailleurs, en 2011 (178 300), il s'établit presque au même niveau qu'en 2004 (178 000). Les nouveaux emplois sont tous à temps plein (+ 13 500) et bénéficient surtout aux hommes (+ 11 100) et aux travailleurs de 25-54 ans (+ 12 900).

*Les soins de santé
et l'assistance sociale
ont créé quatre fois
moins d'emplois
qu'en 2010*

Les soins de santé et l'assistance sociale ont créé 5 700 emplois en 2011, soit quatre fois moins qu'en 2010 (+ 24 400). Ces nouveaux emplois se trouvent tous dans les soins de santé (+ 6 700), une baisse étant notée dans l'assistance sociale (- 1 000). Ils sont détenus par les femmes (+ 12 100) et les personnes de 55 ans et plus (+ 5 400) et sont tous à temps plein (+ 7 700). Il est à noter que depuis 2010, les soins de santé et l'assistance sociale occupent le deuxième rang en tant qu'industrie regroupant le plus d'emplois au Québec (12,9 % en 2011).

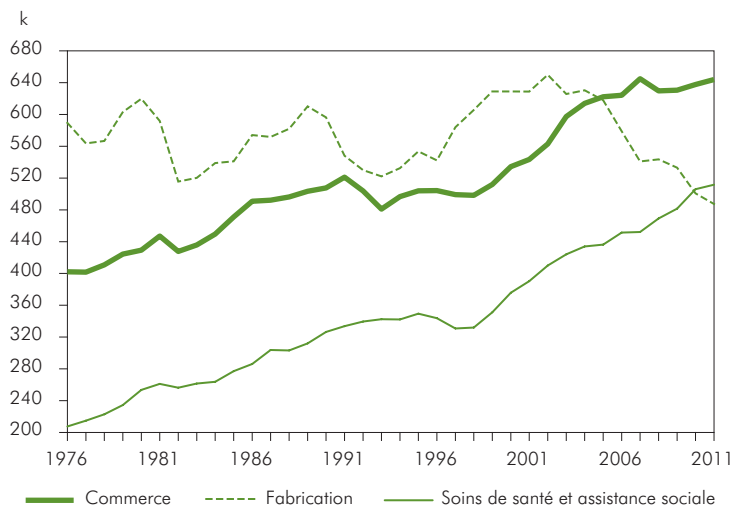
Dans l'industrie du commerce, l'emploi a connu en 2011 (+ 6 300; + 1,0 %) une progression assez similaire à celle de 2010 (+ 7 000; + 1,1 %). Les emplois créés concernent le commerce de gros (+ 7 000). Ils bénéficient aux hommes (+ 7 900), sont presque tous à temps partiel (+ 5 800) et profitent notamment aux jeunes de 15 à 24 ans (+ 5 300). Le commerce est l'industrie la plus importante au Québec en termes d'emplois depuis 2005 (16,3 % en 2011).

En ce qui concerne la construction, elle continue de créer des emplois en 2011 (+ 6 800; + 2,9 %). Toutefois, c'est la plus faible croissance enregistrée depuis 1994 si on exclut les années où il y a eu des pertes. Les emplois créés en 2011 sont en majorité à temps plein (+ 5 800) et profitent aux hommes (+ 4 000) et aux 25-54 ans (+ 8 800).

Outre l'enseignement, le transport et l'entreposage, les soins de santé et l'assistance sociale, la construction ainsi que le commerce, les industries suivantes montrent une progression de l'emploi : l'hébergement et les services de restauration (+ 8 900), les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 7 400), l'industrie primaire (+ 7 200) de même que les autres services (+ 3 600). Quant aux services publics (- 1 900) et aux services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (+ 1 600), il y a peu de variations.

Figure 3

Depuis 2010, les soins de santé et l'assistance sociale devançant la fabrication en termes d'emplois



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Les pertes d'emplois persistent dans l'industrie de la fabrication. En fait, depuis 2002, alors que le nombre d'emplois atteignait un sommet de 649 900, la fabrication a perdu le quart de ses emplois (–162 500). Le recul en 2011 (–13 300) est moins important que celui enregistré en 2010 (–32 400). Depuis 2010, le niveau de l'emploi dans cette industrie est dépassé par celui des soins de santé et de l'assistance sociale. Ainsi, la fabrication se classe au troisième rang en termes d'emplois au Québec. Rappelons que l'industrie de la fabrication était première de 1976 à 2004. En 2005, elle a été dépassée par le commerce et s'est classée au deuxième rang jusqu'en 2009. De 1976 à 2011, la part de la fabrication dans l'emploi total passe de 23,2 % à 12,3 %.

En 2011, les deux sous-groupes de l'industrie de la fabrication sont affectés par les pertes d'emplois. La fabrication de biens durables enregistre une diminution de 5 200 emplois alors que la fabrication de biens non durables subit un recul de 8 100. Les emplois supprimés sont tous à temps plein (–13 800) et touchent les 25-54 ans (–15 000) et les 15-24 ans (–3 900). Les hommes (–12 900) subissent la quasi-totalité des pertes alors qu'ils occupent 71,2% des emplois dans cette industrie.

Outre la fabrication, l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (–10 900), celle de l'information, de la culture et des loisirs (–9 800) ainsi que les administrations publiques (–3 000) affichent des pertes d'emplois en 2011.

Les soins de la santé et l'assistance sociale, le commerce ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques ont fourni plus de 55 % des nouveaux emplois au cours des 35 dernières années

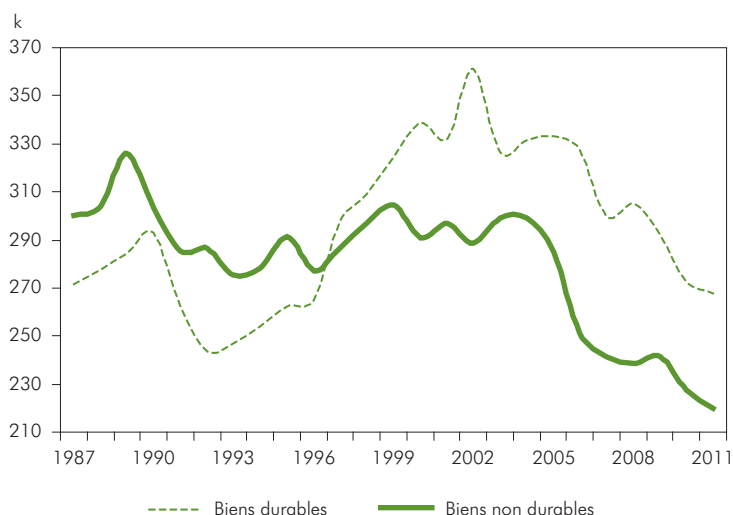
De 1976 à 2011, 5 industries du secteur des services se démarquent sur le plan de la croissance de l'emploi. Il s'agit des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 358,7%), des services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (+ 273,0%), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 146,5%), de l'hébergement et des services de restauration (+ 127,2%) et de l'information, de la culture et des loisirs (+ 107,7%). Toutefois, en ce qui concerne le nombre d'emplois créés, ce sont les soins de santé et l'assistance sociale (+ 304 100), le commerce (+ 241 800) ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 237 800) qui se distinguent. Ces industries ont fourni respectivement 21,6%, 17,1% et 16,9% des nouveaux emplois au cours des 35 dernières années alors qu'elles constituaient 8,2%, 15,8% et 2,6% de l'emploi total.

Tableau 1
Emploi par industrie au Québec, 2011

	Niveau	Variation			
	2011	2010-2011		1976-2011	
	k	k	%	k	%
Total (les deux secteurs)	3 953,6	38,5	1,0	1 410,2	55,4
Secteur des biens	847,2	-1,1	-0,1	-47,1	-5,3
Industrie primaire	90,9	7,2	8,6	-33,2	-26,8
Services publics	31,4	-1,9	-5,7	6,5	26,1
Construction	237,5	6,8	2,9	81,6	52,3
Fabrication	487,4	-13,3	-2,7	-102,0	-17,3
Secteur des services	3 106,4	39,6	1,3	1 457,3	88,4
Commerce	643,9	6,3	1,0	241,8	60,1
Transport et entreposage	178,3	12,7	7,7	26,8	17,7
Finance, assurances, immobilier et location	225,0	-10,9	-4,6	100,9	81,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	304,1	7,4	2,5	237,8	358,7
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	145,1	1,6	1,1	106,2	273,0
Services d'enseignement	275,0	17,2	6,7	93,0	51,1
Soins de santé et assistance sociale	511,7	5,7	1,1	304,1	146,5
Information, culture et loisirs	164,9	-9,8	-5,6	85,5	107,7
Hébergement et services de restauration	252,4	8,9	3,7	141,3	127,2
Autres services	170,1	3,6	2,2	42,1	32,9
Administrations publiques	235,9	-3,0	-1,3	77,7	49,1

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Figure 4
**L'emploi fléchit tant dans la fabrication des biens durables
 que dans celle des biens non durables**



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

La création d'emplois selon diverses caractéristiques²

Plus de la moitié des nouveaux emplois revient aux hommes

Comme en 2010, plus de la moitié des emplois créés en 2011 revient aux hommes (+ 22 800; + 1,1 %). Les femmes bénéficient quant à elles d'un ajout de 15 600 emplois (+ 0,8 %). Il s'agit d'un revirement de situation étant donné que les femmes profitaient de plus de la moitié des nouveaux emplois chaque année de 1999 à 2008. En 2011, les gains d'emplois masculins se concentrent dans les services d'enseignement, le transport et l'entreposage ainsi que dans le commerce, tandis que les femmes renforcent leur présence dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale, celle de l'hébergement et des services de restauration ainsi que dans celle des autres services.

2. Voir le tableau 2.

*Les 55 ans et plus
sont davantage
présents*

L'emploi a diminué de 2 600 (–0,5 %) chez les jeunes de 15 à 24 ans, après avoir connu une hausse en 2010 (+ 18 800; + 3,4 %). Leur part dans l'emploi total se maintient au cours des dernières années (14,3 % en 2011).

Le noyau de la population active, soit les personnes de 25 à 54 ans (+ 0,5 %), a bénéficié de la création d'emplois en 2011. La part de ce groupe dans l'emploi total tend à diminuer, notamment au cours des 15 dernières années, passant de 77 % en 1996 à 68,9 % en 2011.

Quant aux personnes de 55 ans et plus, elles affichent un gain de 28 000 emplois (+ 4,4 %). Il s'agit de plus de 70 % des emplois créés en 2011. D'ailleurs, au cours des 5 dernières années, 157 400 des 211 000 nouveaux emplois au Québec (75 %) ont été obtenus par ces personnes. Leur part dans l'emploi total atteint ainsi un sommet, passant de 10,5 % en 1976 à 16,7 % en 2011 (avec un creux de 8,3 % en 1995). Cette hausse s'explique non seulement par l'effet démographique, mais aussi par la plus forte participation au marché du travail de ces personnes.

*L'emploi à temps
plein progresse*

En 2011, les postes à temps plein (+ 39 100; + 1,2 %) ont pris le pas sur les postes à temps partiel (– 600; – 0,1 %) qui, eux, sont restés relativement stables. Cette stabilité fait suite à une forte hausse en 2010 (+ 37 500; + 5,2 %). Le taux de présence de l'emploi à temps partiel baisse de 0,2 point en 2011 et se fixe à 19,2 %. Près de 60 % des emplois à temps plein créés en 2011 se retrouvent chez les hommes (+ 23 400; + 1,3 %), tandis que les femmes en obtiennent 15 600 (+ 1,1 %). L'analyse selon l'âge et le régime de travail révèle que le repli de l'emploi chez les 15-24 ans résulte d'un recul de l'emploi à temps plein (– 6 900) que la hausse de celui à temps partiel (+ 4 300) n'a pu compenser. Chez les 25-54 ans, la progression de l'emploi à temps plein (+ 17 800) combinée à la régression de celui à temps partiel (– 4 700) aboutit à une croissance. Quant à la hausse chez les 55 ans et plus, elle provient de l'augmentation de l'emploi à temps plein (+ 28 100) et du maintien de celui à temps partiel.

*les salariés
bénéficient de
la progression
de l'emploi en 2011
alors que le nombre
des travailleurs
autonomes diminue*

Tout comme en 2010, la progression de l'emploi en 2011 touche les salariés (+ 39 900; + 1,2%). Le secteur privé récolte près des deux tiers des nouveaux emplois (+ 25 600; + 1,0%), tandis que le secteur public s'approprie le reste (+ 14 300; + 1,7%). Les emplois créés dans le secteur privé sont le fait des hommes (+ 25 100) et des travailleurs de 25-54 ans (+ 19 000). Ceux dans le secteur public sont attribués tant aux hommes (+ 7 600) qu'aux femmes (+ 6 800) ainsi qu'aux personnes de 55 ans et plus (+ 12 800). Chez les travailleurs autonomes, le recul est relativement faible (- 1 500; - 0,3%) comparativement à l'année précédente (- 17 800; - 3,2%). Ce repli résulte d'une décroissance chez les hommes (- 9 800) et chez les personnes de 25-54 ans (- 10 700) que la hausse chez les femmes (+ 8 400) et chez les 55 ans et plus (+ 9 400) n'a pu contrebalancer.

Chez les salariés, il s'est créé plus d'emplois non syndiqués (+ 24 300; + 1,2%) que d'emplois syndiqués (+ 15 600; + 1,2%). Pour ces derniers, la hausse profite surtout aux hommes (+ 15 100) et aux personnes de 55 ans et plus (+ 16 700). Pour les emplois non syndiqués, la croissance s'observe notamment chez les hommes (+ 17 500) et les personnes de 25-54 ans (+ 18 100). Le taux de couverture syndicale se fixe au même niveau qu'en 2010 (39,3%).

En 2011, parmi les 39 900 nouveaux emplois salariés, plus de 4 sur 5 sont temporaires (+ 32 400). Ce sont surtout les hommes (+ 25 600), les 25-54 ans (+ 23 000) ainsi que les 55 ans et plus (+ 7 400) qui obtiennent de tels emplois. En ce qui concerne l'emploi permanent, les 7 500 emplois additionnels profitent notamment aux hommes (+ 7 000) et seulement aux 55 ans et plus (+ 11 200), une baisse étant observée chez les 15-24 ans (- 4 400) et une stabilité, chez les 25-54 ans.

Les 35 dernières années ont été marquées par l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Durant cette période, leur emploi a plus que doublé (+ 109,7%) alors que celui des hommes a augmenté de 25,8%. Les femmes ont ainsi obtenu 7 nouveaux emplois sur 10 et leur taux de présence dans l'emploi total est passé de 35,4% en 1976 à 47,7% en 2011.

Entre 1976 et 2011, plus de trois nouveaux emplois sur cinq (62,3%) sont à temps plein. Toutefois, l'emploi à temps partiel a plus que triplé (+ 232,3%), alors que celui à temps plein s'accroît de 38% durant cette période. Ainsi, le taux de présence de l'emploi à temps partiel augmente, passant de 9,0% à 19,2%.

Au cours des 35 dernières années, avec près de 80% des emplois créés, les travailleurs de 25-54 ans ont été le moteur de la croissance alors qu'ils ne représentaient que 63,5% de l'emploi total. Cependant, le taux de croissance est plus important pour les 55 ans et plus (+ 148,6%) que pour les 25-54 ans (+ 68,7%); de leur côté, les jeunes de 15-24 ans subissent un recul (- 14,4%). La part de ces derniers dans l'emploi total a diminué de 11,7 points alors que celle des 25-54 ans (+ 5,4 points) et celle des 55 ans et plus (+ 6,3 points) ont augmenté durant la période; les taux se fixent respectivement à 14,3%, 68,9% et 16,7%.

*L'emploi autonome
a augmenté plus
rapidement que
l'emploi salarié
au cours des 35
dernières années*

Entre 1976 et 2011, l'emploi salarié (+ 49,0%) a augmenté moins rapidement que l'emploi autonome (+ 113,3%). Ce dernier a récolté 20,5% des nouveaux emplois alors qu'il représentait 10,0% de l'emploi total. Ainsi, le poids de l'emploi autonome s'est accru durant la période pour se fixer à 13,8% en 2011. En ce qui concerne l'emploi salarié, le secteur privé (+ 51,8%) a progressé plus rapidement que le secteur public (+ 41,2%). Il faut noter que le secteur privé, qui représentaient 73,9% de l'emploi salarié, est responsable de près de 80% des emplois créés.

De 1997 à 2011, on observe une hausse de 31,3% des emplois non couverts par un syndicat et de 20,1% des emplois couverts par un syndicat. Le taux de couverture syndicale a donc fléchi de 2,1 points et se fixe à 39,3%, soit le taux le plus faible depuis 1997. Durant la même période, l'emploi permanent (+ 23,6%) augmente plus chez les femmes (+ 31,7%) que chez les hommes (+ 16,6%). Quant à l'emploi temporaire (+ 46,9%), il progresse tant chez les femmes (+ 44,0%) que chez les hommes (+ 49,9%). Les 55 ans et plus ont connu la plus forte croissance parmi tous les groupes d'âge aussi bien pour l'emploi permanent (+ 126,9%) que pour l'emploi temporaire (+ 270,7%). La part de l'emploi permanent a diminué de 2,1 points et atteint son plus bas niveau depuis 1997.

Tableau 2

Emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le régime de travail¹, Québec, 2011

	2011	Part du groupe dans l'emploi total – 2011	Variation 2010-2011		Variation 1976-2011	
	k	%	k	%	k	%
Emploi						
Ensemble	3953,6	...	38,5	1,0	1 410,2	55,4
Femmes	1885,8	47,7	15,6	0,8	986,7	109,7
Hommes	2067,8	52,3	22,8	1,1	423,5	25,8
15-24 ans	565,8	14,3	-2,6	-0,5	-95,3	-14,4
25-54 ans	2725,7	68,9	13,1	0,5	1 109,7	68,7
55 ans et plus	662,0	16,7	28,0	4,4	395,7	148,6
Emploi à temps plein	3194,0	80,8	39,1	1,2	879,2	38,0
Emploi à temps partiel	759,6	19,2	-0,6	-0,1	531,0	232,3
Femmes						
15-24 ans	286,3	15,2	1,3	0,5	-17,8	-5,9
25-54 ans	1308,9	69,4	4,5	0,3	784,6	149,6
55 ans et plus	290,6	15,4	9,8	3,5	219,9	311,0
Hommes						
15-24 ans	279,6	13,5	-3,9	-1,4	-77,5	-21,7
25-54 ans	1416,8	68,5	8,5	0,6	325,2	29,8
55 ans et plus	371,4	18,0	18,2	5,2	175,8	89,9
Emploi à temps plein						
Femmes	1393,3	43,6	15,6	1,1	650,6	87,6
Hommes	1800,7	56,4	23,4	1,3	228,6	14,5
15-24 ans	274,1	8,6	-6,9	-2,5	-290,6	-51,5
25-54 ans	2411,5	75,5	17,8	0,7	899,9	59,5
55 ans et plus	508,3	15,9	28,1	5,9	269,7	113,0
Emploi à temps partiel						
Femmes	492,5	64,8	0,0	0,0	336,1	214,9
Hommes	267,1	35,2	-0,6	-0,2	194,9	269,9
15-24 ans	291,7	38,4	4,3	1,5	195,2	202,3
25-54 ans	314,2	41,4	-4,7	-1,5	209,8	201,0
55 ans et plus	153,7	20,2	-0,1	-0,1	126,0	454,9

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

La population active et le taux de chômage

Le taux de chômage s'établit à 7,8 % en 2011

La population active regroupe les personnes âgées de 15 ans et plus qui ont un emploi ou sont au chômage. En 2011, 32 200 personnes ont intégré ou réintégré le marché du travail, ce qui a occasionné une hausse de 0,8 % de la population active du Québec permettant d'atteindre un nouveau sommet (4 285 800 personnes) (figure 5). L'augmentation est observée au premier (+ 10 500) et au deuxième trimestre (+ 5 300), tandis qu'une baisse est enregistrée au troisième (− 11 600) et au quatrième (− 5 900) trimestre.

Le nombre de femmes rejoignant la population active en 2011 (+ 18 700; + 0,9 %) est similaire à celui de 2010 (+ 19 600; + 1,0 %); toutefois, en 2011, elles représentent près de trois entrées sur cinq. Quant aux hommes, ils sont moins nombreux à entrer dans la population active (+ 13 500; + 0,6 %) qu'en 2010 (+ 30 000; + 1,4 %), mais ils restent majoritaires avec une part de 52,7 %. Le groupe le plus actif (25-54 ans) ajoute 5 500 personnes (+ 0,2 %), alors que le groupe des 55 ans et plus continue de rehausser sa présence dans la population active avec 33 400 personnes de plus (+ 4,9 %). En ce qui concerne les jeunes de 15-24 ans, 6 800 personnes (− 1,0 %) ont quitté la population active.

Le nombre d'emplois créés (+ 38 500) étant plus élevé que celui des personnes ayant intégré le marché du travail (+ 32 200), le nombre de chômeurs diminue (− 6 300). Ce recul est attribuable aux hommes (− 9 300), aux 15-24 ans (− 4 100) ainsi qu'aux 25-54 ans (− 7 500) puisqu'une hausse est notée chez les femmes (+ 3 100) et chez les 55 ans et plus (+ 5 500).

Le taux de chômage, qui se définit comme le pourcentage des personnes faisant partie de la population active qui sont au chômage, fléchit en 2011 pour une deuxième année de suite et s'établit à 7,8 % (− 0,2 point). La croissance de l'emploi (+ 1,0 %) a dépassé celle de la population active qui a été de 0,8 %, ce qui a conduit à ce recul. L'analyse trimestrielle permet de noter un maintien du taux de chômage au premier et au second trimestre, puis une baisse de 0,3 point au troisième trimestre et une hausse de 0,7 point au quatrième trimestre. Le recul du taux de chômage en 2011 s'observe chez les hommes (− 0,5 point; 8,4 %), les 15-24 ans (− 0,5 point; 13,4 %)

ainsi que les 25-54 ans (-0,3 point; 6,5%). En effet, on enregistre une légère hausse chez les femmes (+0,1 point; 7,0%) et chez les 55 ans et plus (+0,5 point; 7,6%).

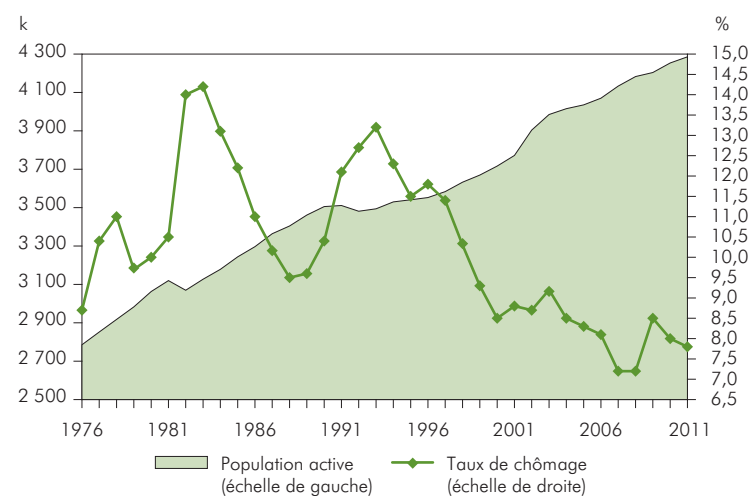
Entre 1976 et 2011, la population active s'accroît de 53,9%. La hausse est plus marquée chez les femmes (+103,6%) que chez les hommes (+26,2%). Le groupe d'âge des 55 ans et plus (+155,5%) ainsi que celui des 25-54 ans (+69,1%) ont contribué à la croissance contrairement à celui des 15-24 ans (-16,3%). Ainsi, au cours des 35 dernières années, la part des femmes est passée de 35,8% à 47,3%; celle des jeunes a diminué de 12,8 points pour se fixer à 15,2%, et ce, en faveur des 25-54 ans (+6,1 points; 68,1%) et des 55 ans et plus (+6,6 points; 16,7%).

La présence des jeunes parmi les chômeurs a diminué au cours des 35 dernières années

Quant au nombre de chômeurs, il est en hausse de 37,3% entre 1976 et 2011. La croissance chez les femmes (+46,7%) surpasse celle des hommes (+31,0%). Toutefois, les hommes continuent à être majoritaires chez les chômeurs (57,2%). Les personnes de 25-54 ans (+74,7%) de même que celles de 55 ans et plus (+287,1%) affichent une augmentation notable, alors que les 15-24 ans (-26,6%) montrent un repli. Ainsi, la présence des jeunes (-22,8 points; 26,3%) parmi les chômeurs a diminué au cours des 35 dernières années, tandis que celle des 25-54 ans (+12,3 points; 57,4%) et celle des 55 ans et plus (+10,5 points; 16,3%) ont augmenté.

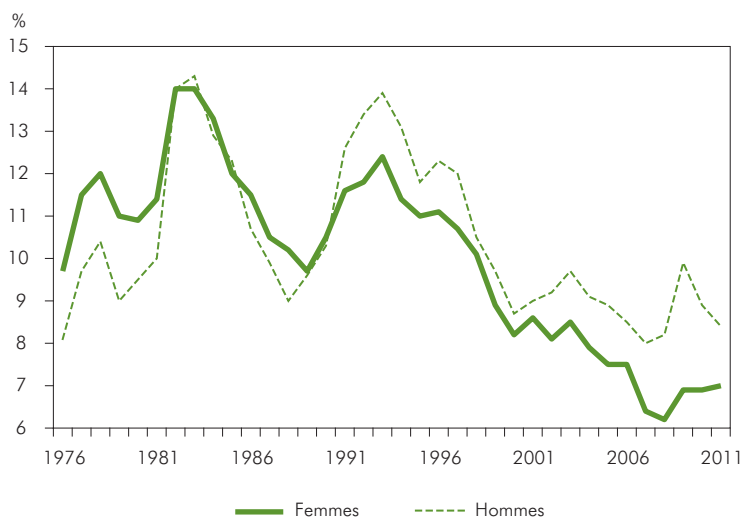
En ce qui concerne le taux de chômage, un recul de 0,9 point est noté durant la période 1976-2011. Ce repli est attribuable aux femmes (-2,7 points) et aux jeunes de 15-24 ans (-1,8 point). En effet, une hausse est enregistrée chez les hommes (+0,3 point), chez les 25-54 ans (+0,2 point) et chez les 55 ans et plus (+2,6 points). L'écart, qui était de 1,6 point en faveur des hommes en 1976, s'établit à 1,4 point en 2011, mais en faveur des femmes.

Figure 5

La population active continue de progresser en 2011

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Figure 6

Le taux de chômage féminin se maintient depuis 2009

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Le taux d'activité et le taux d'emploi

Le taux d'activité baisse en 2011

Le taux d'activité, soit la proportion de la population âgée de 15 ans et plus en emploi ou à la recherche active d'un emploi, diminue de 0,2 point de pourcentage en 2011 (65,2%). Ce repli est attribuable uniquement aux hommes (-0,3 point; 69,5%); en effet, le taux d'activité se fixe à 61,0% pour une deuxième année consécutive chez les femmes.

En ce qui concerne le taux d'emploi, qui se définit comme étant la proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui occupe un emploi, il a peu bougé en 2011 et s'établit à 60,1% (-0,1 point). Il se fixe à 56,7% (-0,1 point) chez les femmes et demeure stable à 63,6% chez les hommes. Un écart de 6,9 points est noté entre les taux d'emploi masculin et féminin en 2011, une hausse de 0,1 point par rapport à 2010.

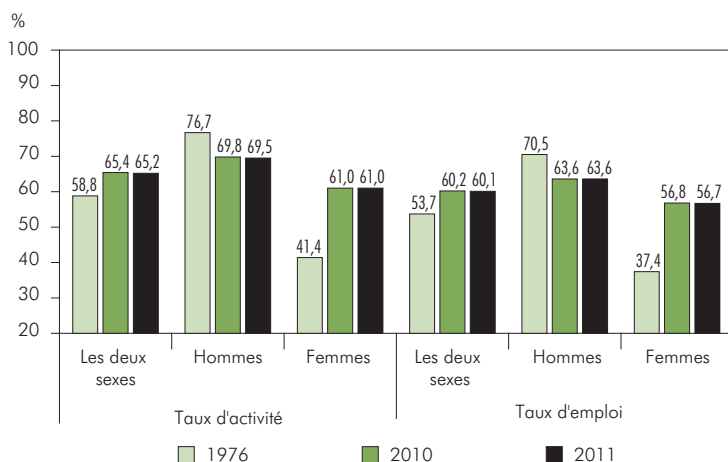
Le taux d'activité et le taux d'emploi des 55 ans et plus augmentent depuis 2000

Le taux d'activité et le taux d'emploi augmentent continuellement depuis 2000 chez les 55 ans et plus. En 2011, ils progressent de 0,5 et 0,4 point et atteignent des sommets respectifs de 32,0% et 29,6%. Chez les 25-54 ans, ces deux indicateurs ont connu respectivement une hausse de 0,1 et 0,4 point pour se fixer à 86,8% et à 81,2%. À l'opposé, le taux d'activité et le taux d'emploi chez les 15-24 ans diminuent pour s'établir à 66,6% (-0,8 point) et à 57,7% (-0,3 point) (figure 8).

Au cours des 35 dernières années, le taux d'activité a augmenté de 6,4 points. Cela résulte d'une hausse de 19,6 points chez les femmes et d'un recul de 7,2 points chez les hommes. Ces changements ont fait en sorte que l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin diminue, passant de 35,3 points à 8,5 points, soit le plus faible niveau observé depuis le début de la série chronologique en 1976. Durant la même période, on note une progression du taux d'activité dans tous les groupes d'âge, soit chez les 15-24 ans (+ 6,8 points), chez les 25-54 ans (+ 17,2 points) ainsi que chez les 55 ans et plus (+ 2,7 points).

Figure 7

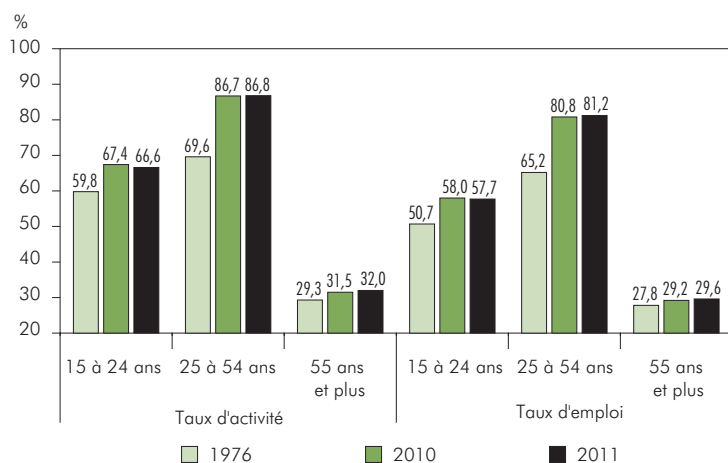
Les taux d'activité et d'emploi des hommes fléchissent alors que ceux des femmes croissent depuis 1976



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Figure 8

Les 25-54 ans se démarquent avec une croissance notable des taux d'activité et d'emploi au cours des 35 dernières années



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Pour ce qui est du taux d'emploi, il est également majoré de 6,4 points au cours de la période 1976-2011. Une hausse de 19,3 points est notée chez les femmes, tandis qu'un repli de 6,9 points s'observe chez les hommes. Ainsi, l'écart entre les hommes et les femmes, qui était de 33,1 points en 1976, s'établit à 6,9 points en 2011. L'analyse par groupe d'âge révèle un gain de 7,0 points chez les 15-24 ans, de 16,0 points chez les 25-54 ans et de 1,8 point chez les 55 ans et plus.

Les immigrants sur le marché du travail

En 2011, la population active s'élève à 563 900 chez les immigrants³, à la suite d'une hausse de leur participation au marché du travail (+ 7 500). Les femmes représentent 46,5 % de la population active immigrante comparativement à 47,5 % chez les personnes nées au Canada. Depuis 2006⁴, près de 45 % des personnes (+ 215 400) qui ont rejoint le marché du travail au Québec sont des immigrants (+ 95 600). La part de ces derniers dans la population active totale est passée de 11,5 % à 13,2 % durant cette période.

Depuis 2006, les immigrants ont bénéficié de 2 nouveaux emplois sur 5

L'emploi des immigrants (tableau 3) se fixe à 493 800, soit 6 800 de plus qu'en 2010 (+ 1,4 %). Contrairement à l'ensemble des travailleurs où les gains se trouvent surtout chez les hommes, chez les immigrants, ce sont les femmes⁵ (+ 7 500; + 3,4 %) seulement qui profitent de la création d'emplois, une stagnation étant observée chez les hommes. Depuis 2006, les immigrants ont bénéficié de 85 400 des 211 100 emplois créés au Québec, soit 2 nouveaux emplois sur 5; un peu plus de la moitié de ces emplois ont profité aux femmes (+ 44 700) et la majorité sont à temps plein (+ 71 700).

Le secteur des services (+ 9 300) est à l'origine de l'ensemble des emplois créés chez les immigrants en 2011. Ce sont l'industrie des services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (+ 3 300) et celle de l'hébergement et des services de restauration (+ 11 700) qui sont concernées. Quant au secteur des biens, on assiste à des pertes d'emplois chez les immigrants,

3. Les immigrants non admis sont exclus.

4. La série chronologique sur les immigrants dans l'Enquête sur la population active (EPA) a débuté en 2006.

5. Les femmes représentent 48,0 % des personnes en emploi chez les natifs et 45,8 % chez les immigrants.

particulièrement dans l'industrie de la construction (−3 700). La progression de l'emploi dans le secteur des services fait en sorte que les immigrants (+ 0,7 point; 83,2%) y renforcent leur présence.

Par rapport à 2006, le nombre de chômeurs augmente chez les immigrants mais fléchit chez les natifs

Le nombre de chômeurs est demeuré relativement stable chez les immigrants, passant de 69 500 à 70 200, alors qu'il a diminué de 5 900 chez les natifs. Cette stabilité est l'effet combiné d'une hausse chez les immigrantes (+ 5 500) et d'une baisse chez les immigrants (− 4 800). Les femmes représentent 51,4 % des chômeurs chez les immigrants comparativement à 40,6 % chez les natifs. Par rapport à 2006, le nombre de chômeurs augmente chez les immigrants (+ 17,2%) mais fléchit chez les natifs (− 1,9%).

Le taux d'emploi est plus bas chez les immigrants (55,6%) que chez les natifs (60,8%). Des reculs respectifs de 0,4 point et de 0,1 point sont observés en 2011. Tout comme le taux d'emploi, le taux d'activité des immigrants (63,5%) est inférieur à celui des natifs (65,4%). Des baisses respectives de 0,5 point et de 0,2 point sont constatées en 2011. Quant au taux de chômage, il a diminué de 0,1 point chez les immigrants et de 0,2 point chez les natifs pour se fixer respectivement à 12,4 % et à 7,0%.

À l'instar des autres régions du Canada, au Québec, le taux de chômage des immigrants décroît avec la durée de résidence : il est de 19,7 % chez les immigrants très récents (5 ans ou moins), s'établit à 11,1 % chez les immigrants récents (plus de 5 ans mais moins de 10 ans) et se fixe à 10,3 % chez les immigrants de longue date (10 ans et plus) en 2011. Le taux de chômage diminue de 1,4 point chez les immigrants récents et de 0,1 point chez les immigrants de longue date. Chez les immigrants très récents, il augmente de 0,3 point.

Tableau 3

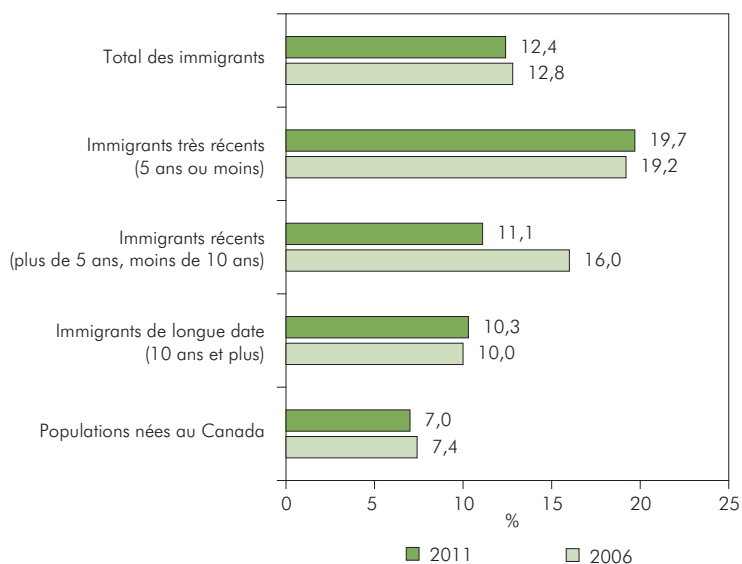
Emploi, taux d'emploi, taux d'activité et taux de chômage chez les immigrants, 2006 et 2011

	2006	2010	2011	Variation 2010-2011		Variation 2006-2011	
	k			k	%	k	%
Emploi							
Ensemble	408,4	487,0	493,8	6,8	1,4	85,4	20,9
Hommes	227,0	268,3	267,7	-0,6	-0,2	40,7	17,9
Femmes	181,4	218,6	226,1	7,5	3,4	44,7	24,6
15-24 ans	28	29,0	36,3	7,3	25,2	8,3	29,6
25-54 ans	304,9	364,3	369,4	5,1	1,4	64,5	21,2
55 ans et plus	75,5	93,6	88,1	-5,5	-5,9	12,6	16,7
	%			Point de %		Point de %	
Taux d'emploi							
Ensemble	54,1	56,0	55,6	-0,4		1,5	
Hommes	61,9	62,1	61,8	-0,3		-0,1	
Femmes	46,7	50,0	49,8	-0,2		3,1	
Taux d'activité							
Ensemble	62,0	64,0	63,5	-0,5		1,5	
Hommes	70,5	71,1	69,6	-1,5		-0,9	
Femmes	54,0	56,9	57,7	0,8		3,7	
Taux de chômage							
Ensemble	12,8	12,5	12,4	-0,1		-0,4	
Hommes	12,2	12,7	11,3	-1,4		-0,9	
Femmes	13,5	12,3	13,8	1,5		0,3	

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Figure 9

Le taux de chômage chez les immigrants décroît avec la durée de résidence

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

LA RÉMUNÉRATION ET LES HEURES DE TRAVAIL⁶

La progression de la rémunération horaire est similaire pour les deux sexes en 2011

Le salaire horaire moyen augmente de 1,6 % en 2011 pour s'établir à 21,47 \$ (en termes nominaux). Cette hausse est inférieure à la progression de l'IPC qui est de 3,0 %; elle est également la plus faible croissance enregistrée depuis 1999. Au cours de la période 1997-2011⁷, la croissance du salaire nominal a été de 40,2 % (+ 6,16 \$).⁸

L'analyse selon le sexe montre que la croissance en 2011 est similaire pour les deux sexes contrairement aux années précédentes où la hausse était plus importante chez les femmes. Pour la période 1997-2011, la croissance salariale des femmes s'établit à 44,4 % (+ 6,18 \$) alors que celle des hommes se fixe à 37,9 % (+ 6,27 \$).

Malgré une croissance du salaire horaire moyen plus forte chez les femmes, le salaire de ces dernières reste inférieur à celui des hommes, avec un écart de 2,70 \$ en 2011.

En 2011, la rémunération horaire des 55 ans et plus (+ 3,0 %; 22,55 \$) connaît la plus forte croissance parmi les groupes d'âge après un recul de 0,2 % en 2010. Chez les jeunes, la hausse du salaire horaire en 2011 (+ 1,2 %; 12,91 \$) est plus faible que celle de 2010 (+ 4,8 %). Il en est de même pour les 25-54 ans (+ 1,3 %; 23,23 \$) dont la progression était de 1,7 % en 2010.

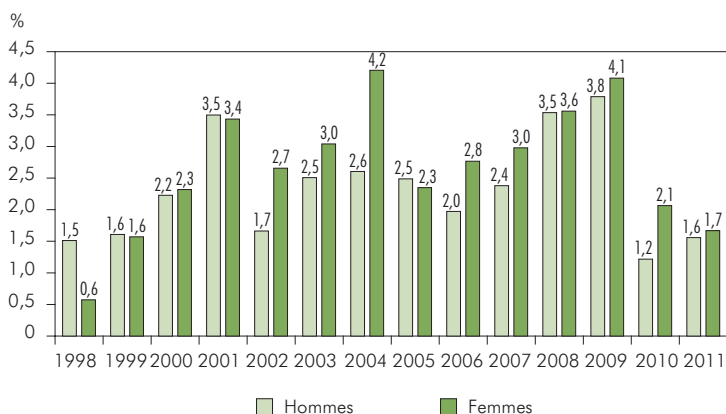
6. Les données présentées sur la rémunération et les heures de travail sont basées sur les employés seulement; elles ne prennent donc pas en considération les travailleurs autonomes. Les heures de travail font référence à la semaine habituelle de travail à l'emploi principal.

7. Début de la série chronologique: 1997.

8. L'écart salarial entre les hommes et les femmes est souvent exprimé sous forme de ratio (salaire des femmes par rapport à celui des hommes en pourcentage). En 2011, ce ratio se fixe à 88,2 %, soit le plus haut niveau atteint depuis le début de la série chronologique (1997).

Figure 10

La croissance annuelle du salaire horaire est souvent plus élevée chez les femmes depuis 1997



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Le nombre moyen d'heures hebdomadaires de travail des employés a peu changé en 2011 (34,3 heures) par rapport à 2010 (34,2 heures). Il s'élève à 36,5 heures chez les hommes et à 32,1 heures chez les femmes. La semaine habituelle de travail s'établit à 36,3 heures chez les 25-54 ans, à 34,2 heures chez les 55 ans et plus et à 26,1 heures chez les 15-24 ans. Pour ces derniers, il s'agit de la semaine la plus courte depuis 1987. Pour l'ensemble des travailleurs, la semaine habituelle de travail est restée stable à 35,0 heures alors que celle des travailleurs autonomes diminue de 0,7 heure pour se fixer à 39,5 heures.

LA SITUATION DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES⁹

La création d'emplois

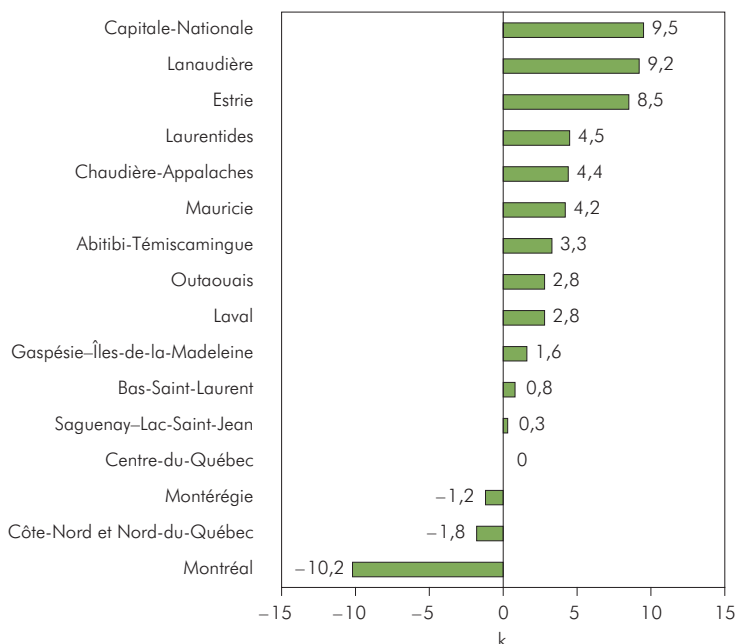
La Capitale-Nationale, Lanaudière et l'Estrie génèrent près de 70 % des nouveaux emplois au Québec

En 2011, parmi les 16 régions administratives, 10 créent des emplois alors que 4 présentent une relative stabilité; la région de Montréal (-10 200) ainsi que celle de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (-1 800) affichent pour leur part des pertes d'emplois (figure 11). L'emploi atteint un sommet dans les régions qui ont créé de l'emploi, exception faite de l'Outaouais. La Capitale-Nationale (+9 500), Lanaudière (+9 200) et l'Estrie (+8 500) se démarquent en générant ensemble près de 70 % des nouveaux emplois alors que ces trois régions représentent moins de 20 % de l'emploi total. Dans la région de Lanaudière, les gains sont uniquement attribuables au secteur des services (+11 900); les services d'enseignement (+4 500) et les soins de santé et l'assistance sociale (+4 000) sont les industries particulièrement concernées. Dans la région de l'Estrie, les nouveaux emplois proviennent aussi du secteur des services; il s'agit ici des industries du commerce (+3 400) et des soins de santé et de l'assistance sociale (+4 300) notamment. Par contre, la création d'emplois de la région de la Capitale-Nationale est observée dans le secteur des biens (+8 400), surtout dans la construction (+8 000). Dans la région de Montréal, le repli de l'emploi est imputable au secteur des services (-14 000), et plus spécifiquement à l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (-14 000).

Entre 1987 et 2011, 931 500 emplois (+30,8 %) ont été créés au Québec. La région des Laurentides (+94,2 %) ainsi que celle de Lanaudière (+91,7 %) affichent les plus fortes croissances de l'emploi, tandis que la région de Montréal (+8,2 %), celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+6,7 %) et celle de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (+3,2 %) présentent les plus faibles. Toutefois, 60,3 % des nouveaux emplois se retrouvent dans les 4 régions suivantes : Montérégie (+188 600), Laurentides (139 400), Lanaudière (+118 100), Capitale Nationale (+115 400) alors que le poids de ces régions dans l'emploi total s'élevait à 35,7 %.

9. Les données présentées sont en fonction du lieu de résidence du répondant et non en fonction de son lieu de travail.

Figure 11
L'emploi chute à Montréal, alors que la plupart des régions connaissent des gains



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Le taux de chômage et le taux d'emploi

Une forte baisse du taux de chômage dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

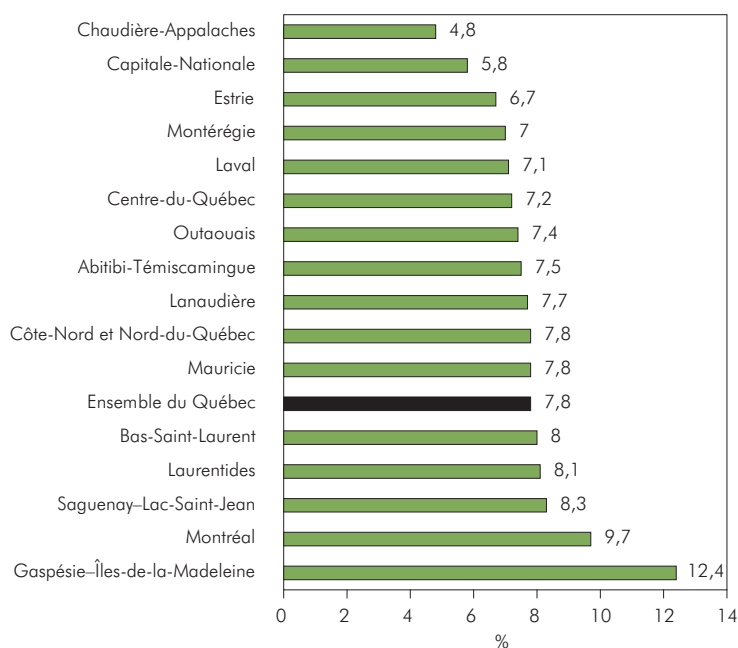
En 2011, la région de Chaudière-Appalaches présente le plus faible taux de chômage (4,8%) de la province (figure 12). Outre celle-ci, huit régions enregistrent un taux de chômage inférieur à la moyenne québécoise (7,8%). La région de la Mauricie ainsi que celle de la Côte-Nord et Nord-du-Québec affichent le même taux de chômage que l'ensemble du Québec, tandis que les cinq autres régions ont un taux supérieur. La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine montre la plus importante baisse du taux de chômage (-2,4 points) en 2011; il s'agit d'ailleurs dans cette région d'une cinquième baisse de suite. Le taux de chômage de cette région atteint ainsi son niveau le plus bas depuis 1987, mais il demeure le plus élevé au

Québec. Le taux de chômage diminue également dans huit autres régions en 2011 ; une baisse notable est enregistrée dans la région du Bas-Saint-Laurent (–2,0 points). Dans la région de Montréal, il demeure stable (9,7%). Parmi les six régions qui affichent une augmentation du taux de chômage, la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (+ 0,9 point) présente la variation la plus forte suivie des régions de la Capitale-Nationale et du Centre-du-Québec (+ 0,7 point respectivement).

Entre 1987 et 2011, le taux de chômage régresse au Québec (–2,4 points) et dans toutes les régions. On assiste à un recul de 4,2 points dans les régions de la Mauricie, de la Côte-Nord et Nord-du-Québec, des Laurentides et du Bas-Saint-Laurent, ainsi qu'à un repli de 5,3 points dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Figure 12

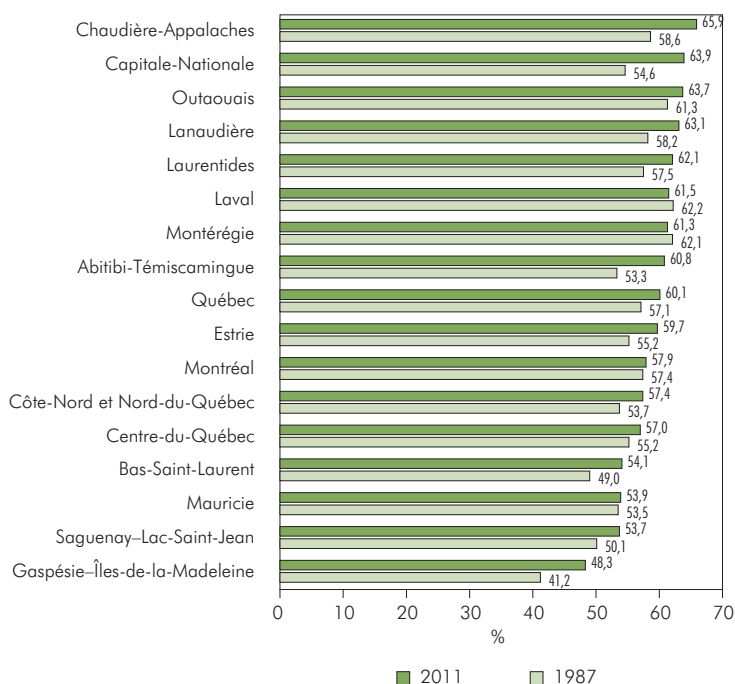
La région de la Mauricie ainsi que celle de la Côte-Nord et Nord-du-Québec ont un taux de chômage identique à la moyenne québécoise



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Figure 13

La région de Chaudière-Appalaches affiche le taux d'emploi le plus élevé au Québec en 2011



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

Quatre régions affichent leur taux d'emploi le plus élevé depuis 1987

En 2011, le taux d'emploi augmente dans neuf régions et diminue dans les sept autres. L'Estrie (+ 2,8 points) ainsi que l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,6 points) bénéficient des plus fortes hausses, tandis que la Côte-Nord et Nord-du-Québec (- 2,0 points), la Montérégie (- 1,0 point) ainsi que Montréal (- 1,0 point) présentent les baisses les plus importantes. Le taux d'emploi dans huit régions est supérieur à la moyenne québécoise (60,1 %). La région de Chaudière-Appalaches affiche le taux d'emploi le plus élevé (+ 1,0 point; 65,9 %) au Québec pour une deuxième année consécutive, alors que la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine continue d'être en dernière position, avec un taux d'emploi de 48,3 % (+ 2,0 points). Cette dernière région demeure la seule où moins de la moitié de la population de 15 ans et plus est en

emploi. Toutefois, le taux d'emploi dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (48,3%), tout comme dans les régions de la Capitale-Nationale (63,9%), de Chaudière-Appalaches (65,9%) ainsi que de l'Abitibi-Témiscamingue (60,8%), atteint son plus haut niveau depuis 1987.

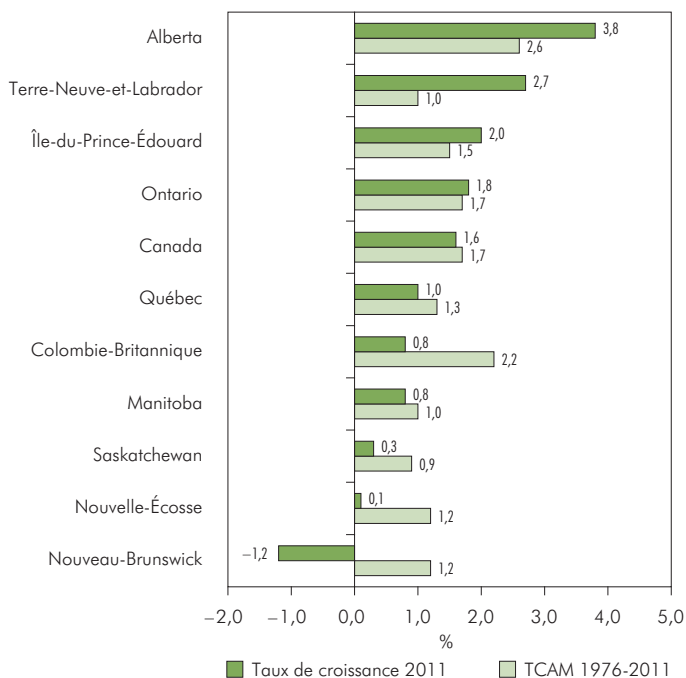
Entre 1987 et 2011, le taux d'emploi croît au Québec (+ 3,0 points) et dans toutes les régions, à l'exception de celles de Laval (–0,7 point) et de la Montérégie (–0,8 point). Quatre régions se distinguent avec une importante majoration. Il s'agit de la Capitale-Nationale (+ 9,3 points), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 7,5 points), de Chaudière-Appalaches (+ 7,3 points) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 7,1 points).

LA SITUATION AU CANADA

Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada

Figure 14

Le taux de croissance de l'emploi du Québec se situe en deçà de la moyenne canadienne



Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

La croissance de l'emploi au Québec est plus faible qu'au Canada mais elle est supérieure à celle observée dans quatre provinces en 2011

En 2011, le Québec (+ 1,0 %) a connu une croissance de l'emploi inférieure à celle de l'ensemble du Canada (+ 1,6 %), mais supérieure à celle de quatre provinces, soit : le Manitoba (+ 0,8 %), la Colombie-Britannique (+ 0,8 %), la Saskatchewan (+ 0,3 %) et la Nouvelle-Écosse (+ 0,1 %) (figure 14). La majorité des provinces contribuent à la création d'emplois au Canada; en effet, le Nouveau-Brunswick fait exception et voit son emploi diminuer (-4 100). En outre, les apports de la Nouvelle-Écosse (+ 300), de l'Île-du-Prince-Édouard (+ 1 400) ainsi que de la Saskatchewan (+ 1 600) sont relativement faibles étant donné que l'emploi y a peu varié. L'Ontario (+ 121 300)

et l'Alberta (+ 77 500) génèrent respectivement 45,7 % et 29,2 % des nouveaux emplois (soit, ensemble, près de 3 emplois sur 4), alors que ces provinces représentent 38,8 % et 11,8 % de l'emploi au Canada. Pour ce qui est du Québec, sa contribution s'élève à 14,5 % (+ 38 500), alors qu'il constitue 23,0 % de l'emploi au pays.

Les emplois générés à l'échelle canadienne (97,4 %) sont à temps plein (+ 258 300; + 1,9 %); seulement 6 800 emplois sont à temps partiel (+ 0,2 %). À l'instar de ce qui se produit au Québec, les hommes sont les principaux bénéficiaires avec 173 500 emplois additionnels (+ 1,9 %). Chez les femmes, 91 600 emplois (+ 1,1 %) s'ajoutent. Les taux d'emploi féminin et masculin au Canada sont respectivement de 57,9 % et 65,9 % en 2011 (au Québec, 56,7 % et 63,8 %).

Tant au Québec qu'au Canada, l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location subit des pertes

Au Canada, l'emploi progresse à la fois dans le secteur des biens (+ 64 900) et dans le secteur des services (+ 200 300), tandis qu'au Québec, il s'accroît uniquement dans celui des services, une baisse étant notée dans le secteur des biens. La croissance de l'emploi selon les industries au Canada diffère de celle du Québec. Au Canada, elle est surtout alimentée par les hausses dans les soins de santé et l'assistance sociale (+ 60 800), la construction (+ 45 000), les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 42 500), le transport et l'entreposage (+ 37 700) ainsi que l'hébergement et les services de restauration (+ 35 000). Au Québec, les services d'enseignement, le transport et l'entreposage de même que l'hébergement et les services de restauration sont les moteurs de la croissance¹⁰. Tant au Québec (- 10 900) qu'au Canada (- 12 300), l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location subit des pertes.

En 2011, le taux d'activité diminue de 0,2 point au Canada (66,8 %) tout comme au Québec (65,2 %). Quant au taux d'emploi, il augmente de 0,2 point au Canada et s'établit à 61,8 % alors qu'au Québec, il baisse de 0,1 point et se fixe à 60,1 %. Ainsi, on constate que les taux d'activité et d'emploi au Canada demeurent supérieurs à ceux qui sont observés au Québec. Toutefois, les écarts qui atteignaient un sommet en 1982 (4,0 points et 5,4 points) se sont réduits avec le temps pour se fixer respectivement à 1,6 point et 1,7 point en 2011.

10. Résultats du Canada seulement. Pour ceux du Québec, voir le tableau 1.

Tout comme le taux d'activité, le taux de chômage diminue, mais de façon plus importante au Canada (−0,6 point) qu'au Québec (−0,2 point); il s'établit respectivement à 7,4 % et 7,8 %¹¹.

Tableau 4

Emploi et taux de chômage au Canada et dans les provinces, 2011

	Emploi					Taux de chômage		
	Variation					Variation		
	2011	2010-2011		1976-2011		2011	2010-2011	1976-2011
	k	k	%	k	%	%	en points de %	
Canada	17 306,2	265,2	1,6	7 558,7	77,5	7,4	0,3	−0,6
Terre-Neuve-et-Labrador	225,4	6,0	2,7	66,6	41,9	12,7	−1,7	−0,7
Île-du-Prince-Édouard	72,0	1,4	2,0	29,0	67,4	11,3	0,1	2,0
Nouvelle-Écosse	452,8	0,3	0,1	154,9	52,0	8,8	−0,5	−0,4
Nouveau-Brunswick	352,0	−4,1	−1,2	120,9	52,3	9,5	0,2	−1,5
Québec	3 953,6	38,5	1,0	1 410,2	55,4	7,8	−0,2	−0,9
Ontario	6 731,3	121,3	1,8	2 990,6	79,9	7,8	−0,9	1,7
Manitoba	624,5	4,7	0,8	190,1	43,8	5,4	0,0	0,7
Saskatchewan	525,9	1,6	0,3	143,6	37,6	5,0	−0,2	1,2
Alberta	2 094,1	77,5	3,8	1 239,2	145,0	5,5	−1,0	1,6
Colombie-Britannique	2 274,7	18,2	0,8	1 213,8	114,4	7,5	−0,1	−0,9

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

En 2011, la rémunération horaire moyenne augmente de 2,0 % au Canada et de 1,6 % au Québec pour s'établir respectivement à 22,99 \$ et à 21,47 \$. Depuis 1997, l'écart entre les rémunérations de ces deux régions ne cesse de s'accroître. En 2011, il atteint 1,52 \$, soit son niveau le plus élevé depuis 14 ans. Terre-Neuve-et-Labrador présente la plus forte hausse (+ 4,7 %); c'est d'ailleurs la seule province qui connaît une croissance supérieure à celle de l'IPC (+ 2,9 %). Outre cette province, cinq autres enregistrent une hausse supérieure à celle du Canada. Il s'agit de la Saskatchewan (+ 2,8 %),

11. En 2010, le taux de chômage du Québec se fixait au même niveau que celui du Canada (8,0 %).

de l'Île-du-Prince-Édouard (+ 2,7 %), du Manitoba (+ 2,5 %), du Nouveau-Brunswick (+ 2,3 %) et de l'Ontario (+ 2,2 %). La Nouvelle-Écosse montre avec le Québec la plus faible croissance (+ 1,6 %), suivis de près par l'Alberta et la Colombie-Britannique qui ont une croissance identique (+ 1,7 %).

En 2011, comme chaque année depuis 1987¹², les employés canadiens travaillent habituellement plus d'heures (35,3 heures) que leurs homologues québécois (34,3 heures). La semaine habituelle de travail augmente de 0,2 heure au Canada et de 0,1 heure au Québec au cours de la dernière année. Les employés de Terre-Neuve-et-Labrador affichent le nombre d'heures hebdomadaires le plus élevé (37,6 heures) et ceux du Québec, le plus bas.

La situation dans les autres provinces

L'emploi est vigoureux en Alberta Après deux années consécutives de recul, l'emploi reprend en Alberta en 2011 (+ 77 500). Cette province enregistre, d'ailleurs, la plus forte croissance de l'emploi (+ 3,8 %) au pays. La part de l'emploi de l'Alberta (12,1 %) dans l'emploi canadien atteint son plus haut niveau depuis 1976. Les gains proviennent à la fois du secteur des biens (+ 34 800; + 6,4 %) et du secteur des services (+ 42 800; + 2,9 %). L'industrie de la fabrication (+ 16 800) et l'industrie primaire (+ 15 700) alimentent la croissance de l'emploi dans le secteur des biens. Dans le secteur des services, le commerce (+ 17 200) et les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 12 600) sont les principaux moteurs de la croissance. Tout comme au Canada et au Québec, en Alberta, on observe un recul dans l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (-5 100). Le taux de chômage baisse de 1,0 point et se fixe à 5,5 %. Les taux d'activité et d'emploi augmentent et s'établissent respectivement à 73,7 % (+ 0,8 point) et à 69,7 % (+ 1,6 point).

12. Début de la série chronologique.

L'Ontario poursuit sa croissance

L'emploi progresse en Ontario (+ 121 300; + 1,8%) pour une deuxième année de suite après la récession de 2009. La croissance s'observe à la fois dans le secteur des biens (+ 27 100; + 1,9%) et dans le secteur des services (+ 94 200; + 1,8%). L'industrie de la construction (+ 13 700) ainsi que celle de la fabrication (+ 13 800) assurent la croissance de l'emploi dans le secteur des biens. Du côté du secteur des services, la création d'emplois a eu lieu principalement dans les soins de santé et l'assistance sociale (+ 48 100), l'information, la culture et les loisirs (+ 23 800), le transport et l'entreposage (+ 17 500) ainsi que dans les administrations publiques (+ 17 200). Des pertes non négligeables sont constatées dans l'enseignement (- 10 400) et dans le commerce (- 18 700). Le taux de chômage diminue de 0,9 point en 2011 et s'établit à 7,8%, soit le même qu'au Québec. Les taux d'activité et d'emploi se fixent respectivement à 66,8% (- 0,3 point) et à 61,6% (+ 0,3 point).

L'emploi affiche un recul au Nouveau-Brunswick pour une deuxième année de suite

La Colombie-Britannique connaît un gain d'emplois de 18 200 (+ 0,8%); plus de 7 emplois sur 10 sont dans le secteur des services. Dans six provinces, l'emploi a peu changé (variation de moins de 7 000). Ainsi, la progression de l'emploi est de 6 000 (+ 2,7%) à Terre-Neuve-et-Labrador et de 4 700 (+ 0,8%) au Manitoba. La majorité des nouveaux emplois dans ces deux provinces se trouvent dans le secteur des biens. Du côté de la Saskatchewan (+ 1 600; + 0,3%) et de la Nouvelle-Écosse (+ 300; + 0,1%), l'emploi demeure relativement stable puisque les gains dans le secteur des services ont compensé les pertes dans le secteur des biens. L'Île-du-Prince-Édouard (+ 1 400; + 2,0%) connaît également une stagnation de l'emploi, tant dans le secteur des biens que dans celui des services. Le Nouveau-Brunswick est la seule province ayant connu une perte d'emplois (- 4 100; - 1,2%); ce recul est observé pour une deuxième année de suite et est attribuable au secteur des services, le secteur des biens demeurant stable.

Au cours des 35 dernières années, l'emploi a augmenté moins rapidement au Québec (55,4 %) qu'au Canada (77,5 %). L'Alberta (+ 145,0 %) et la Colombie-Britannique (+ 114,4 %) ainsi que l'Ontario (+ 79,9 %) affichent les plus fortes croissances de l'emploi au pays. Ces provinces ont profité respectivement de 16,4 %, 16,1 % et 39,6 % des nouveaux emplois comparativement à 18,7 % pour le Québec. Durant cette période, le poids de l'Ontario dans l'emploi canadien demeure assez stable (de 38,4 % à 38,9 %), celui des 2 autres provinces a augmenté (respectivement de 8,8 % à 12,1 % et de 10,9 % à 13,1 %), tandis que celui du Québec est passé de 26,1 % à 22,8 %. À l'autre bout du spectre, la Saskatchewan (+ 37,6 %), Terre-Neuve-et-Labrador (+ 41,9 %) et le Manitoba (+ 43,8 %) présentent les plus faibles progressions de l'emploi au pays entre 1976 et 2011. Ils ont recueilli respectivement 1,9 %, 0,9 % et 2,5 % des emplois créés. En outre, le poids dans l'emploi total est passé de façon respective de 3,9 % à 3,0 %, de 1,6 % à 1,3 % et de 4,5 % à 3,6 %.

Le taux de chômage diminue sauf au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard

En 2011, Terre-Neuve-et-Labrador affiche la plus forte baisse du taux de chômage (−1,7 point; 12,7 %). Il s'agit du taux le plus bas pour cette province depuis 1976, mais il demeure le plus élevé au pays. Une baisse est également observée en Nouvelle-Écosse (−0,5 point; 8,8 %), en Colombie-Britannique (−0,1 point; 7,5 %) et en Saskatchewan (−0,2 point; 5,0 %). Cette dernière présente le plus bas taux au pays pour une troisième année de suite. Au Manitoba, le taux de chômage demeure à 5,4 %, tandis qu'au Nouveau-Brunswick (+ 0,2 point; 9,5 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (+ 0,1 point; 11,3 %), il augmente. De 1976 à 2011, le taux de chômage augmente au Canada (+ 0,3 point) alors qu'il diminue au Québec (−0,9 point). Des baisses sont également observées au Nouveau-Brunswick (−1,5 point), en Colombie-Britannique (−0,9 point), à Terre-Neuve-et-Labrador (−0,7 point) et en Nouvelle-Écosse (−0,4 point). Par contre, des hausses sont notées à l'Île-du-Prince-Édouard (+ 2,0 points), en Ontario (+ 1,7 point), en Alberta (+ 1,6 point), en Saskatchewan (+ 1,2 point) et au Manitoba (+ 0,7 point).

Au cours des 35 dernières années, le taux d'activité a augmenté plus au Québec qu'au Canada

En 2011, le taux d'activité diminue de 0,2 point tant au Québec (65,2 %) qu'au Canada (66,8 %). Le recul s'observe dans toutes les provinces sauf l'Alberta (+ 0,8 point), Terre-Neuve-et-Labrador (+ 0,3 point) et l'Île-du-Prince-Édouard (+ 0,2 point). Le Nouveau-Brunswick (-0,8 point; 62,8 %) et la Saskatchewan (-0,7 point; 69,2 %) présentent les plus importants reculs. L'Alberta (73,7 %) affiche le taux le plus élevé en 2011 ainsi que chaque année depuis 1976, tandis que Terre-Neuve-et-Labrador (60,2 %) a le taux le plus bas au pays. Au cours des 35 dernières années, le taux d'activité a augmenté plus au Québec (+ 6,4 points) qu'au Canada (+ 5,3 points). L'Île-du-Prince-Édouard (+ 11,0 points), Terre-Neuve-et-Labrador (+ 10,8 points), le Nouveau-Brunswick (+ 8,9 points) et la Saskatchewan (+ 8,6 points) enregistrent les hausses les plus fortes, alors que l'Ontario (+ 2,6 points) montre la plus faible.

En ce qui concerne le taux d'emploi, il augmente de 0,2 point au Canada (61,8 %) et diminue de 0,1 point au Québec (60,1 %). À l'instar du Canada, quatre provinces affichent une hausse du taux d'emploi; il s'agit de l'Alberta (+ 1,6 point), Terre-Neuve-et-Labrador (+ 1,4 point), l'Ontario (+ 0,3 point) et l'Île-du-Prince-Édouard (+ 0,1 point). Le Nouveau-Brunswick (-0,9 point) et la Saskatchewan (-0,6 point) montrent les plus importantes baisses. Pendant la période 1976-2011, l'augmentation du taux d'emploi au Québec (+ 6,4 points) est plus élevée qu'au Canada (+ 4,7 points). Les plus fortes hausses s'observent à Terre-Neuve-et-Labrador (+ 9,8 points), au Nouveau-Brunswick (+ 8,8 points) et à l'Île-du-Prince-Édouard (+ 8,5 points), alors que la plus faible se trouve en Ontario (+ 1,3 points).

LES PERSPECTIVES POUR 2012¹³

Depuis la publication de leurs prévisions à l'automne 2011, les analystes économiques ont diffusé de nouvelles perspectives. En effet, en raison du changement de la cadence de l'économie et des résultats mitigés sur le marché du travail vers la fin de l'année 2011, les perspectives pour 2012 relatives à l'évolution de l'emploi ont été révisées à la baisse alors que celles relatives au taux de chômage ont été revues à la hausse.

Pour 2012, les prévisionnistes s'entendent sur la poursuite de la croissance économique, mais à un rythme légèrement plus faible que ce qu'ils avaient prévu à l'automne 2011. Pour le Québec, les avis sont partagés quant à l'évolution de l'emploi; les analystes prévoient une croissance se situant dans une fourchette allant de -0,3% à +0,6% pour 2012, soit une croissance nettement moins élevée qu'en 2010 (+2,5%). En ce qui a trait au taux de chômage, il s'établirait entre 7,7% et 8,2%.

Pour l'ensemble du Canada, les perspectives sont plus élevées qu'au Québec en ce qui concerne la croissance de l'emploi et plus faibles en ce qui a trait au taux de chômage. Les prévisionnistes s'attendent à une croissance de l'emploi s'établissant entre 0,7% et 1,6% et à un taux de chômage se situant entre 7,1% et 7,6%.

13. Les prévisions proviennent du Conference Board du Canada et des institutions financières suivantes : Banque nationale, Banque Royale du Canada, Banque Scotia, BMO Capital Market, Banque TD et Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

Une approche différente

Dans l'analyse qui vient d'être présentée, les variations annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont déterminées à partir de la comparaison de la moyenne annuelle des 12 mois de l'année à l'étude. L'analyse serait différente si le calcul était basé sur la variation de l'emploi du mois de décembre de l'année analysée par rapport au mois de décembre de l'année précédente (glissement annuel). Ces deux méthodes comportent des avantages et des inconvénients. Nous avons privilégié dans ce bilan les variations basées sur la moyenne annuelle puisque cette statistique permet une meilleure analyse sur une plus longue période. Le calcul de la moyenne assure un certain lissage des données en éliminant les fluctuations mensuelles liées aux éléments conjoncturels. Cela permet de mettre davantage en évidence les tendances du marché du travail.

La méthode de glissement annuel s'appuie sur l'emploi observé sur un seul mois d'une année donnée rapporté à celui du même mois de l'année précédente. Elle permet de dégager l'évolution du niveau de l'emploi dans l'intervalle d'un an, mais elle ne rend pas compte de la variation de l'emploi sur l'ensemble de la période (les 11 mois intermédiaires sont ignorés), contrairement à la moyenne annuelle de l'emploi. En outre, elle permet de repérer les changements dans le marché du travail plus rapidement qu'à l'aide des moyennes annuelles. Toutefois, les résultats peuvent être affectés par des données exceptionnellement élevées ou faibles pour les mois de décembre qui servent à calculer les variations. Il est certain que la moyenne annuelle peut, à l'inverse, cacher des mouvements qui auraient pu être détectés en analysant la variation de décembre à décembre.

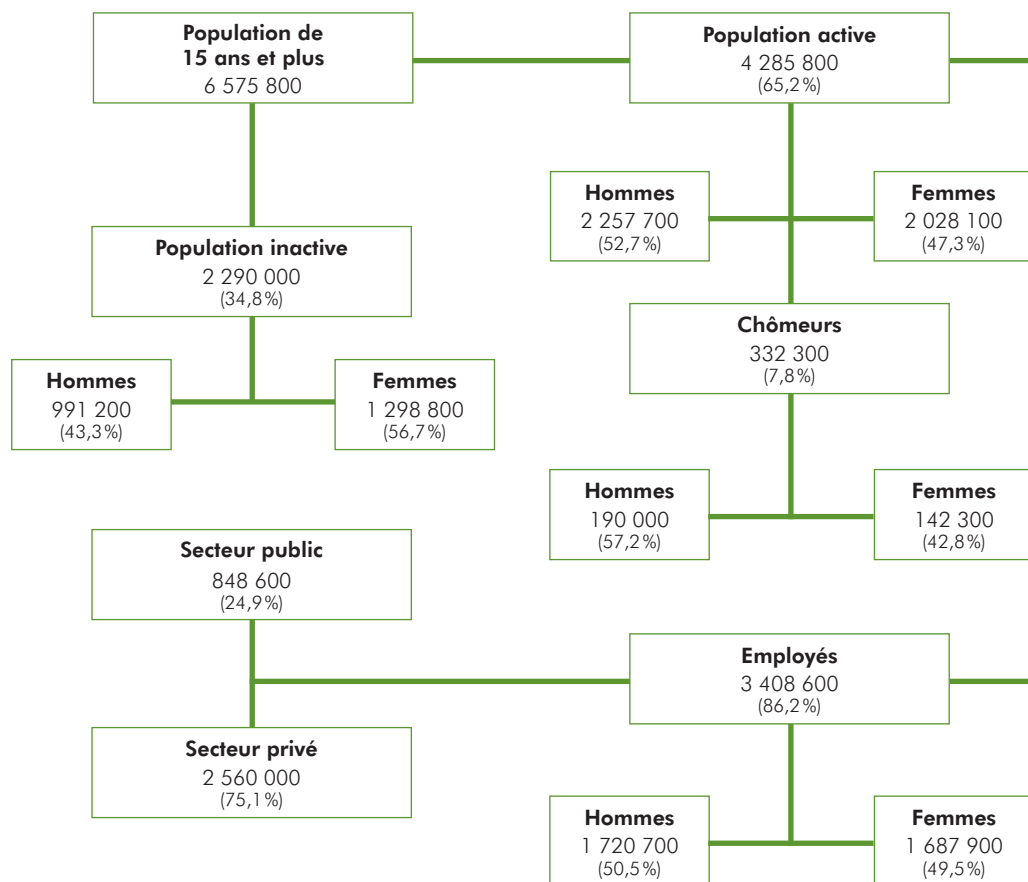
En appliquant les deux méthodes à l'année 2011, la situation de création d'emplois est différente. Entre décembre 2010 et décembre 2011, l'emploi a diminué au Québec (- 55 900) alors que la moyenne annuelle affiche une création de 66 700 emplois. Cette différence peut s'expliquer par le fait que l'emploi était en forte croissance en 2010, tandis qu'il était faiblement décroissant en 2011.

Portrait du marché du travail au Québec en 2011, variation décembre à décembre, données désaisonnalisées

		déc-10	déc-11	Variation déc 2010 – déc 2011	
		k		k	%
15 ans et plus	Population active	4 280,4	4 276,8	-3,6	-0,1
	Emploi	3 961,9	3 906,0	-55,9	-1,4
	Emploi à temps plein	3 205,0	3 165,3	-39,7	-1,2
	Emploi à temps partiel	756,9	740,7	-16,2	-2,1
		%		Variation en point de pourcentage	
	Taux de chômage	7,4	8,7		1,3
	Taux d'activité	65,5	64,7		-0,8
	Taux d'emploi	60,6	59,1		-1,5

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.

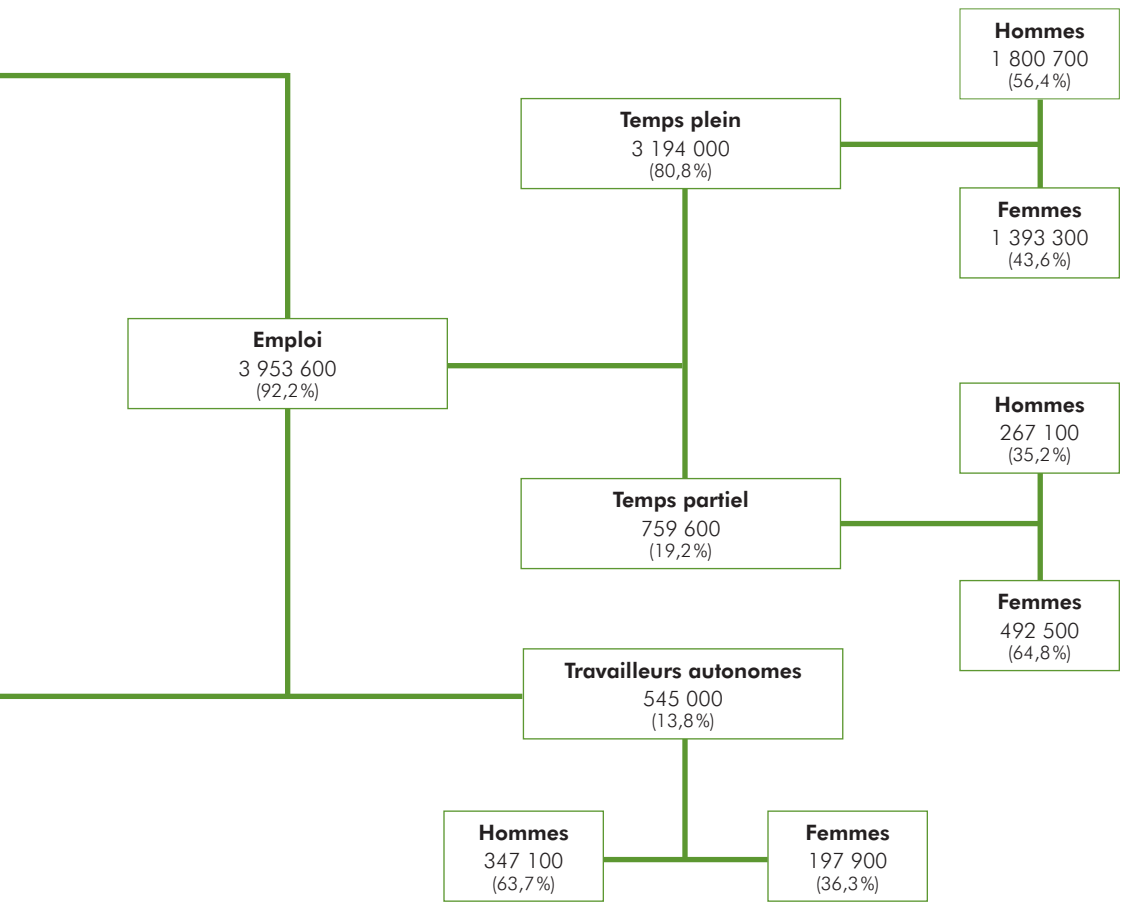
Organigramme de la population active au Québec en 2011¹



- La population active comprend les personnes civiles de 15 ans et plus en emploi ou au chômage, hors institutions.
- Les personnes au chômage sont celles disponibles pour travailler et en recherche active d'emploi.
- Les employés sont ceux qui travaillent directement pour le compte d'un employeur.
- Le secteur public comprend les administrations publiques fédérale, provinciale et municipale, les sociétés d'État et autres organismes financés par l'État.

1. En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2011.



- Les travailleurs autonomes sont ceux et celles travaillant à leur propre compte. Ils peuvent avoir de l'aide rémunérée (employés).
- Les employés à temps plein travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine.
- Les employés à temps partiel travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

L'État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2011 a pour objectif de présenter la situation du marché du travail au Québec en 2011; cette situation est également mise en perspective avec les tendances observées au cours des 35 dernières années. Cette brochure porte sur les principaux indicateurs selon diverses ventilations, notamment les caractéristiques des personnes, les secteurs d'activité, le régime de travail et le lien d'emploi. Une brève analyse de la rémunération et des heures de travail y est aussi présentée. Enfin, on jette un regard sur la situation dans les régions administratives ainsi qu'à l'échelle canadienne et dans les autres provinces.

L'État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2011 répond aux besoins de ceux qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux et ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec en 2011.